

## RAPPORT DE LA CONFERENCE-DEBAT Les volailles rurales au cœur du Pacte vert européen

2 février 2021, Webinaire

Présidée par l’Eurodéputé Benoît Lutgen

*La conférence-débat, organisée par l’Association européenne des volailles rurales (ERPA), a porté sur la contribution essentielle des volailles rurales à l’établissement d’un système alimentaire européen plus durable et résilient. Cet évènement a également permis d’échanger sur les futurs outils qui devraient être développés dans le cadre de la Stratégie européenne « De la ferme à la table » et qui pourraient soutenir cette production à certaines conditions : Politique agricole commune, normes de commercialisation, étiquetage « bien-être animal » etc. Présidé par l’Eurodéputé Benoît Lutgen, cet évènement a rassemblé plus de 150 participants : Eurodéputés, représentants de la Commission européenne, des Etats ainsi que des autorités nationales et régionales, des journalistes et des parties prenantes. ERPA a également organisé, durant ce webinaire, une table ronde avec plusieurs intervenants sur l’étiquetage du bien-être animal. Au cours de l’évènement, les participants se sont prêtés à l’exercice d’écrire via la plateforme Mentimeter, ce qu’évoquait pour eux l’aviculture rurale. Parmi les termes les plus retenus figuraient ‘bien-être animal’, ‘durabilité’, ‘agroforesterie’, ‘environnement’, ‘résilience’, ‘qualité’ et ‘ruralité’.*



**Benoît Lutgen**, Eurodéputé (Belgique, PPE), chef de la Délégation belge du Groupe PPE et parrain de l’évènement, a insisté sur l’importance d’associer les agriculteurs aux débats portant sur la Stratégie « De la ferme à la table » et plus généralement sur le « Pacte vert » européen. Selon lui, si le monde agricole doit faire des efforts afin de répondre aux défis climatiques, celui-ci doit être écouté lors de l’élaboration des Plans Stratégiques Nationaux de la future Politique agricole

commune (PAC), en cours de négociation. En outre, M. Lutgen a insisté sur le fait de combiner cette dernière à la politique commerciale de l’Union européenne (UE), afin d’éviter la concurrence déloyale des pays tiers. Cela permettrait que ces derniers soient soumis aux mêmes exigences sociales, environnementales et en termes de bien-être animal pour leurs produits importés. Il a conclu ses remarques en réitérant son engagement envers le monde agricole.

*“Il est important de favoriser une production plus proche du consommateur via les circuits courts. Comme nous l’avons vu au travers du COVID, le lien entre consommateurs et producteurs s’est accentué. Avec des fermes intégrées dans leur tissu géographique et social, le secteur des volailles rurales peut revitaliser les zones rurales.”*

**Benoît Lutgen**, Eurodéputé et parrain de cette conférence-débat



**Carlos Terraz**, Président d'ERPA, est revenu sur l'expansion que connaît actuellement l'élevage de volailles rurales en Europe. Entre production et vente en circuit court, exploitation à taille humaine ancrée dans les territoires et élevages en plein air, il estime que les éleveurs de volailles rurales sont l'avenir d'un système de production alimentaire plus résilient,

plus accessible et plus durable sur le Vieux Continent.

Néanmoins, il a constaté qu'en dépit du fait que le secteur des volailles rurales s'inscrive pleinement dans les critères de durabilité mis en évidence au sein de la Stratégie « De la ferme à la table » et du « Pacte vert » européen, celui-ci n'était pas assez pris en compte par la PAC. Partant de ce constat, il a demandé que le secteur des volailles rurales puisse bénéficier de certains fonds de la PAC.

*"Les éleveurs de volailles rurales sont l'avenir d'un système de production alimentaire plus résilient, plus accessible et plus durable sur le Vieux Continent"*

**Carlos Terraz**, Président d'ERPA



**Maciej Golubiewski**, Chef de cabinet du Commissaire européen à l'Agriculture Janusz Wojciechowski, a témoigné du soutien de son Commissaire envers le secteur des volailles rurales et souligné son potentiel pour réaliser la transition prévue par le « Pacte vert » européen. Il a notamment indiqué que la Commission était attentive aux travaux d'ERPA, qu'elle considérait d'ailleurs comme

de premier plan sur les questions agricoles.

M. Golubiewski a ensuite affirmé l'intention de la Commission européenne de promouvoir l'élevage de volailles rurales, fort de son mode de production respectueux de l'environnement.

Par conséquent, M. Golubiewski a reconnu l'importance de prendre en compte les

éleveurs de volailles rurales au sein de la PAC afin d'allouer les ressources nécessaires visant à assurer une transition vers un système de production alimentaire plus durable. A cet égard, il a déclaré que les financements liés aux « éco-régimes » (*eco-schemes*) devraient être disponibles pour les mesures comme le soutien à l'agroforesterie. Dans ses conclusions, il a rappelé la nécessité de donner les moyens suffisants aux aviculteurs afin de renouveler les infrastructures existantes et de se tourner vers un mode de production alternatif de manière à accroître davantage le bien-être animal.

*"Il est important de prendre en compte les éleveurs de volailles rurales au sein de la Politique agricole commune, afin d'y allouer les ressources nécessaires visant à assurer une transition vers un système de production alimentaire plus durable. "*

**Maciej Golubiewski**, Chef de cabinet du Commissaire européen à l'Agriculture Janusz Wojciechowski



**Louis Perrault**, Président de la SASSO, une entreprise de sélection spécialisée en poulet de chair coloré, située dans le Sud-Ouest de la France, Président du Syndicat national français des accoueurs (SNA), et membre fondateur d'ERPA, a rappelé que la production de volailles rurales était durable et avec un équilibre fort entre les trois piliers de la durabilité : l'environnement, le social et l'économique. D'une part, avec des élevages à taille humaine, en plein air et répartis sur le territoire, le mode de production des volailles rurales est par définition respectueux de l'environnement. M. Perrault a également affirmé que le bien-être animal était une évidence pour les aviculteurs ruraux. En privilégiant les races de volailles à croissance lente, ceux-ci se préoccupent davantage de la santé animale, que d'une recherche poussée du gain économique.

D'autre part, la proximité entre production et distribution locale de ces produits du terroir est également une composante clé de ces élevages.

Attachés à ce mode de production des volailles rurales, les éleveurs permettent donc une parfaite adéquation entre activité humaine, production animale et territoires.

Enfin, l'élevage de volailles rurales n'exige pas de faire des investissements trop lourds. Cela permet ainsi aux éleveurs qui souhaitent s'installer de le faire un peu plus facilement.

*" Avec des élevages à taille humaine, en plein air et répartis sur le territoire, le mode de production des volailles rurales est par définition durable."*

**Louis Perrault**, Président de la SASSO et du SNA



**Alexandre Parizel**, Chargé de projet au sein de l'Association française d'agroforesterie, a présenté les performances

environnementales des parcours en plein air et arborés utilisés par les éleveurs de volailles rurales. Selon lui, l'introduction d'arbres

sur des parcours a une plus-value

significative pour les éleveurs tant au niveau

environnemental qu'économique. Au-delà de leur

absorption de carbone permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre, les arbres

permettent également d'apporter une protection thermique, engendrant ainsi une diminution de la

consommation énergétique et éventuellement, de donner d'autres produits comme des fruits. Dans

ses remarques conclusives, M. Parizel a mis également en lumière l'apport esthétique de ces systèmes

de production ancrés dans les territoires.

*"L'introduction d'arbres dans les parcours de volailles rurales a une plus-value significative pour les éleveurs tant au niveau environnemental qu'au niveau économique."*

**Alexandre Parizel**, Chargé de projet au sein de l'Association française d'agroforesterie



**Marie Guyot**, Secrétaire générale d'ERPA, a ensuite accueilli les panélistes pour une table ronde sur le thème : « *L'étiquetage bien-être animal : pour une meilleure reconnaissance des volailles rurales ?* »

Au cours de son introduction, Mme Guyot a présenté trois systèmes d'étiquetage « bien-être animal » déjà mis en place au niveau national, à savoir 'Beterleven' (2000) aux Pays-Bas, 'Haltungsform' (2018) en Allemagne, 'Etiquetage bien-être animal' (2019) en France. En les passant en revue de manière détaillée, Mme Guyot a mis en exergue la complexité à concentrer de nombreuses informations sur une seule étiquette. Enfin, elle a également tenu à attirer l'attention sur les critères qui seraient utilisés pour cet étiquetage européen : en fonction de ceux-ci, il pourrait y avoir des classements différents pour les productions, pouvant avoir des répercussions sur les producteurs.



**Norbert Lins**, Eurodéputé (Allemagne, PPE) Président de la Commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen depuis 2019, a indiqué qu'il était en faveur de la mise en place d'un étiquetage européen afin que les citoyens européens

puissent être assurés que le bien-être des volailles qu'ils achètent est bien respecté. Toutefois, M. Lins a également attiré l'attention sur le fait que toute nouvelle réglementation en ce sens aboutirait à une augmentation des coûts de production.

En ce qui concerne la question des critères de cet étiquetage européen, M. Lins a rappelé que cela devrait être débattu dans le cadre de la Stratégie « De la ferme à la table ». Selon lui, toutes les parties prenantes, y compris le secteur de l'agriculture biologique, devraient être consultées afin que le système d'étiquetage soit accepté par l'ensemble des producteurs.

Par ailleurs, M. Lins a insisté sur le fait qu'il incombe aux institutions publiques et au secteur avicole de travailler à l'élaboration d'un tel étiquetage européen, afin de montrer la voie aux consommateurs européens en termes de bien-être animal.

*" Je suis en faveur d'un étiquetage européen sur le bien-être animal à condition que les coûts ne soient pas uniquement supportés par les agriculteurs, mais par tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement et les consommateurs. "*

**Norbert Lins**, Eurodéputé et Président de la Commission de l'agriculture et du développement durable



**Simon Schreiber**, Attaché chargé des questions alimentaires, phytosanitaires et vétérinaires à la Représentation permanente de l'Allemagne auprès de l'Union européenne, s'est joint à M. Lins pour souligner l'importance de l'introduction d'un étiquetage européen en matière de bien-être animal. Ayant

été membre de la délégation allemande à la présidence de l'UE au cours du second semestre 2020 et chargé de négocier les conclusions du Conseil sur la Stratégie "De la ferme à la table" et l'étiquetage

*" Je suis satisfait des conclusions du Conseil sur un label de bien-être animal à l'échelle de l'UE et convaincu qu'un tel label sera introduit. "*

**Simon Schreiber**, Attaché, Représentation permanente de l'Allemagne auprès de l'UE

en matière de bien-être animal, il s'est dit satisfait des résultats obtenus, à savoir des conclusions bénéficiant d'un soutien unanime au sein du Conseil. Cela permet d'espérer une adoption rapide d'un cadre juridique pour un label de bien-être animal à l'échelle de l'UE, à la lumière également des récentes discussions avec la Commission européenne et le Parlement européen.



**Ines Grenho Ajuda**, Leader du programme sur les animaux d'élevage chez Eurogroup for Animals, s'est dit ravie de la voie tracée vers la mise en place d'un étiquetage du bien-être animal au niveau européen. Elle a souligné que cette étiquette était cruciale pour aller vers plus de transparence pour les consommateurs finaux, leur permettant ainsi de distinguer la qualité des produits et d'effectuer des choix éclairés.

Dans ce contexte, Mme Grenho Ajuda a souligné que le futur étiquetage devrait être basé

sur la méthode de production, étant donné qu'il permettrait aux consommateurs de distinguer la façon dont les animaux sont élevés ; cela les aiderait ainsi à faire des choix en connaissance de cause. De plus, elle a ajouté que pour rendre possible une harmonisation au niveau européen, l'étiquetage pourrait être facultatif dans un premier temps, avant de devenir obligatoire.

Enfin, Mme Grenho Ajuda a encouragé les éleveurs comme ceux qu'ERPA représente, à collecter des données sur la production et sur le bien-être animal. Cela permettrait *in fine* d'avoir des preuves tangibles du bien-être des volailles au sein des exploitations rurales et constituerait un atout pour en faire leur promotion.

“ Je me réjouis de la voie tracée vers l'introduction d'un étiquetage lié au bien-être animal au niveau de l'UE (...). Il permettrait aux consommateurs de distinguer la manière dont les animaux sont élevés ; cela les aiderait ainsi à faire des choix en connaissance de cause. ”

**Ines Grenho Ajuda**, Leader du programme sur les animaux d'élevage chez Eurogroup for Animals

**Carlos Terraz**, Président d'ERPA, a renouvelé sa confiance quant au niveau de bien-être animal offert par les productions de volailles rurales. Par conséquent, il s'est dit ouvert à l'idée de mettre en place un étiquetage « bien-être animal » car cela permettrait aux consommateurs européens d'effectuer des choix éclairés. Toutefois, il a indiqué que si un tel étiquetage devait voir le jour, il faudrait que ce dernier remplisse certaines conditions, notamment le fait qu'il s'applique à l'ensemble de la production européenne de volaille, qu'il soit basé sur les modes d'élevage définis dans les normes de commercialisation de l'UE et qu'il soit obligatoire. De plus, selon M. Terraz, le niveau le plus élevé de bien-être animal ne devrait pas être exclusivement réservé à la production biologique et devrait également couvrir les systèmes à très haut niveau de bien-être animal, comme les productions « fermières - élevées en plein air » (« traditional free range »).

**Benoît Lutgen**, Eurodéputé (Belgique, PPE), chef de la Délégation belge du Groupe PPE et parrain de l'événement a ensuite clos les débats. Il a conclu en insistant sur l'importance de travailler de concert avec l'ensemble des Eurodéputés afin d'assurer une harmonisation de l'étiquetage « bien-être animal » au niveau européen qui prenne également en compte le « bien-être humain » : des femmes et des hommes attachés à leur territoire et fiers de leurs produits de qualité, qui assurent la vitalité des zones rurales.